

# Le dépit des migrants refoulés de Ceuta

La moitié des 8 000 personnes arrivées dans l'enclave espagnole a été contrainte de retourner au Maroc



## REPORTAGE

FNIDEQ (MAROC) - envoyée spéciale

**S**aïd s'avance pieds nus au milieu des débris de verre parsemant le sol, les yeux rougis par les gaz et la colère. Derrière lui, des centaines de jeunes hommes, des femmes et des enfants marchent, tête baissée, laissant derrière eux la frontière grillagée qui sépare le Maroc de l'enclave espagnole de Ceuta, au nord du royaume, et l'espoir de fuir la misère et le chômage. La moitié des 8 000 personnes ayant franchi illégalement cette frontière depuis lundi 17 mai ont été contraintes de rebrousser chemin, refoulées « à chaud », quel que soit leur âge. Elles ont réussi à pénétrer dans l'enclave avant d'être expulsées par les autorités espagnoles.

« Tout ça pour ça ! », lâche Saïd. Nous avons passé presque deux jours à Ceuta, étouffés par les gaz lacrymogènes, entassés par terre, avant d'être reconduits à la frontière. »

Prise de court par cette arrivée inédite, la préfecture de Ceuta a mobilisé des soldats antiémeute pour dissuader les candidats à l'exil. Accusé de les avoir délibérément laissés passer, sur fond de crise diplomatique avec Madrid, le Maroc a fini par renforcer son dispositif de surveillance dans la journée de mardi, alors que les tentatives de passage ont déjà fait un mort.

### Marée humaine

Mais beaucoup ont poursuivi malgré tout, provoquant des scènes de chaos près de la frontière. Dans la nuit de mercredi à jeudi, de violents heurts ont éclaté avec la police. Plusieurs centaines de jeunes ont lancé des projectiles en direction des forces de l'ordre, fracassés des lampadaires et brûlé des panneaux publicitaires.



Les forces de l'ordre marocaines montent la garde pour empêcher la traversée des migrants vers l'enclave espagnole de Ceuta, le 19 mai. YASSINE TOUMI POUR « LE MONDE »

**« On a la haine. Ici, il n'y a pas de travail, pas d'avenir, plus de place pour la dignité »**

Saïd  
Marocain de 21 ans

« On a la haine, lance Saïd. Ici, il n'y a pas de travail, pas d'avenir, plus de place pour la dignité. » Lundi, le jeune homme de 21 ans, sans travail, originaire de la ville voisine de Midiq, s'était rendu à Fnideq, où se trouve la frontière avec Ceuta, pour tenter la traversée, muni d'un sac plastique contenant ses affaires personnelles. « C'est un policier qui m'a prévenu », assure Saïd. Il a atteint

Ceuta à la nage, sous le regard passif des autorités marocaines.

Comme lui, des milliers de jeunes Marocains issus principalement du nord du pays se sont rues vers le passage frontalier, marchant par dizaines sur les bâties de la route, certains s'accrochant à l'arrière des voitures.

A Fnideq, le chemin menant au poste-frontière de Ceuta, d'ordinaire sous haute surveillance, était désert. La nouvelle du relâchement des contrôles s'est répandue comme une traînée de poudre, à coups de vidéos publiées sur les réseaux sociaux. Une véritable marée humaine s'est alors déversée sur les plages mais aussi dans les terres, où des milliers de personnes ont progressé dans les collines verdoyantes. La plupart se sont ensuite faufilées à travers les grillages, pied, ou ont traversé la frontière maritime à marée

basse, sans être inquiétées par les forces marocaines.

Des familles entières sont venues de tout le pays. Amina est arrivée mardi de Sidi Othmane, en périphérie de Casablanca, avec son fils d'un an et demi. « J'ai vendu mes affaires pour payer le trajet et maintenant, nous n'avons plus rien pour reparler », se désole cette femme de ménage de 26 ans, au chômage, refoulée mardi après avoir franchi la clôture grillagée, son bébé dans les bras.

Des migrants subsahariens ont aussi profité de ce moment de confusion pour tenter le périple comme Mohamed, arrivé de Conakry (Guinée) en 2019 et installé dans un camp de fortune à Agadir. « C'est un miracle ! Il n'y a pas besoin de passeur, ni de savoir nager. Je vais enfin atteindre l'Europe ! », croyait-il savoir, mardi, après un long trajet de

puis le sud du royaume. L'espoir s'est vite éteint pour le Guinéen de 30 ans, interpellé au pied du TGV, à Tanger, où la police guettait l'arrivée de migrants. Les Subsahariens qui ont réussi à atteindre la frontière ont quant à eux été embarqués de force dans « une quarantaine de bus destinés à les ramener dans leurs villes respectives », a assuré un agent des forces auxiliaires marocaines chargé d'organiser leur retour.

« Il est possible que les autorités aient voulu éloigner les migrants subsahariens pour que l'on ne se confonde pas le coup de pression du Maroc sur l'Espagne et la dimension migratoire », analyse le sociologue Mehdi Alioua, spécialiste des migrations. Des Marocains qui entrent provisoirement dans une ville voisine, c'est une chose. Mais laisser des migrants subsahariens entrer en Europe pour cause de graves problèmes, y compris pour le Maroc. »

### « Instrumentalisés »

Ce coup de pression intervient alors que le climat est particulièrement tendu entre Madrid et Rabat depuis l'hospitalisation, en Espagne, sous une fausse identité, du chef du Front Polisario, Brahim Ghali. Le ministère marocain des affaires étrangères avait alors haussé le ton et prévenu que l'Espagne devrait en assumer « toutes les conséquences », dans un communiqué le 8 mai, alors que Rabat est un allié stratégique de l'Espagne dans la lutte contre l'immigration clandestine. « Qu'attendait l'Espagne du Maroc, lorsque celui-ci a vu qu'elle hébergeait le responsable d'un groupe qui a pris les armes contre lui ? », a réagi le ministre des droits de l'homme, Mustapha Ramid, mardi, sur Facebook.

« Au-delà de la dimension migratoire, il y a avant tout une dimension de souveraineté, de frontières européennes à l'intérieur même du territoire marocain. Je pense que c'est le message que veut faire passer Rabat : tant qu'il y a des Marocains qui passent à Ceuta, c'est qu'ils devraient être chez eux », explique l'enseignant-chercheur

**La fermeture de la frontière avec Ceuta et Melilla pour cause de Covid-19, depuis mars 2020, a asphyxié le nord du Maroc**

Mehdi Alioua, rappelant que la question coloniale liée aux deux enclaves espagnoles « n'est toujours pas réglée » et que l'identité transfrontalière reste très forte. La question est d'autant plus sensible que le nord du Maroc souffre depuis plus d'un an d'une crise économique et sociale sans précédent. La fermeture de la frontière avec Ceuta et Melilla pour cause de Covid-19, en mars 2020, a asphyxié toute la région, dont l'économie dépend des échanges avec les éclaves espagnoles. Les habitants se sont retrouvés privés de revenus et, pour certains, séparés de leurs proches car, avant la crise sanitaire, la carte de résident leur permettait d'entrer à Ceuta sans visa. Depuis février, ils manifestent tous les vendredis pour réclamer la réouverture des frontières, en vain. Désespérés, eux aussi tentent de passer la clôture depuis lundi.

Conscients de l'enjeu diplomatique derrière le relâchement des contrôles, les milliers de Marocains venus tenter leur chance à Fnideq ne décolèrent pas.

« Nous avons été instrumentalisés à des fins politiques. Inciter les gens à émigrer, leur donner de l'espoir, pour finalement les jeter à la mer, voilà ce que vaut la vie au Maroc », s'indigne Mehdi, un garçon d'à peine 16 ans, refoulé de Ceuta mardi. Refusant de partir, lui et son groupe d'amis originaires de Tétouan, tous déclarés, dorment par terre, à quelques kilomètres de la frontière, et manifestent contre la *hogra* (« mépris ») du pouvoir, dominant à cette crise des airs de révolte sociale. ■

GHALIA KADIRI

## L'Espagne au cœur de la géopolitique migratoire en Méditerranée

**LA TENSION HISPANO-MAROCAINE** autour de Ceuta n'est pas fortuite. Elle est le révélateur d'une nouvelle géopolitique migratoire en Méditerranée où l'on voit les zones de friction se déplacer de l'est vers l'ouest. En somme, le trio Maroc-Algérie-Tunisie prend désormais le pas sur la Libye et la Turquie, les deux premiers privilégiés dans la grande crise de 2015-2016 comme couloirs de passage vers l'Europe. Et, dans cette reconfiguration, l'Espagne, le seul pays européen à avoir une frontière terrestre avec l'Afrique grâce à ses enclaves de Ceuta et Melilla, est aux premières loges.

En 2016, la péninsule ibérique ne représentait (avec 13 246 migrants et réfugiés débarqués sur son sol) que 3,4 % du total des arrivées sur le Vieux Continent, très loin derrière la Grèce (45,6 %) et l'Italie (46,7 %), selon les chiffres de l'Organisation internationale des migrations (OIM).

Quatre ans plus tard, la hiérarchie s'est inversée. Avec un chiffre en valeur absolue qui a triplé (à 41 861 arrivées), l'Espagne est devenue en 2020 le principal pays de débarquement en Europe, absorbant 42 % du flux, devant l'Italie (34,3 %) et la Grèce (14,8 %). Le tarissement du courant migratoire sur ces deux derniers pays est

dû à une assistance européenne aux Etats de transit – accord conclu en mars 2016 entre Bruxelles et Ankara, financements des gardes-côtes libyens, aides au Niger – dont les effets ont fini par se faire sentir.

### Populations riveraines

Mais, alors que la crise s'apaisait sur ces routes de la Méditerranée orientale et centrale, les clignotants sont passés au rouge dans la zone occidentale. L'aspect inquiétant pour l'Europe est qu'il ne s'agit pas – pour l'essentiel – d'un redéploiement géographique du flux précédent qui contournerait ainsi les obstacles placés en Libye et en Turquie. La dynamique migratoire est différente car elle implique, cette fois, les populations riveraines et non plus seulement des migrants extérieurs – subsahariens, syriens ou afghans – en transit.

Trois facteurs y ont contribué. D'abord, la dégradation de la situation socio-économique en Tunisie, qui fournit désormais le premier contingent national de migrants arrivés en Italie (un tiers) alors que sa part était marginale lors de la précédente crise de 2015-2016. Ensuite, l'Algérie, minée par une double crise politique (la répression du Hirak) et économi-

que (chute des revenus pétroliers), est le théâtre d'une reprise des départs vers l'Espagne. Le nombre d'Algériens débarqués sur la péninsule a été multiplié par 2,7 entre 2019 et 2020, selon les chiffres du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Ils représentent désormais 40 % des arrivées en Espagne.

Enfin, et surtout, l'attitude du Maroc constitue un défi épique pour l'Europe. Alors que Bruxelles a mobilisé près de 343 millions d'euros depuis 2014 pour aider Rabat à maîtriser ses flux migratoires, les Marocains ont été le théâtre de l'immigration clandestine. « Qu'attendait l'Espagne du Maroc, lorsque celui-ci a vu qu'elle hébergeait le responsable d'un groupe qui a pris les armes contre lui ? », a réagi le ministre des droits de l'homme, Mustapha Ramid, mardi, sur Facebook.

« Au-delà de la dimension migratoire, il y a avant tout une dimension de souveraineté, de frontières européennes à l'intérieur même du territoire marocain. Je pense que c'est le message que veut faire passer Rabat : tant qu'il y a des Marocains qui passent à Ceuta, c'est qu'ils devraient être chez eux », explique l'enseignant-chercheur

FREDERIC BOBIN